

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/48766]

21 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'accord sectoriel du 18 décembre 2023 sur la revalorisation des conditions de travail des puéricultrices exerçant dans les milieux d'accueil de la petite enfance en Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'article 3 ;

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, l'article 7, 2° ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil devant encore se transformer dans le cadre de la réforme des milieux d'accueil ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes, les articles 23, 102 et 111 ;

Vu le " test genre » du 11 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2023 ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant la nécessité de prendre avec diligence les mesures nécessaires à l'exécution de l'accord sectoriel du 18 décembre 2023 sur la revalorisation des conditions de travail des puéricultrices exerçant dans les milieux d'accueil de la petite enfance en Fédération Wallonie-Bruxelles, afin de permettre l'octroi des moyens complémentaires nécessaires à une revalorisation barémique des puéricultrices prenant effet au 1^{er} janvier 2024 et nécessitant une adaptation rapide des modalités de subventionnement des milieux d'accueil afin d'éviter aux employeurs de supporter transitoirement la charge budgétaire de l'exécution de cet accord ou de supporter le coût d'opérations de régularisation de la paie de leur personnel a posteriori ;

Considérant l'application de conditions de rémunération distincte par les pouvoirs organisateurs des milieux d'accueil de la petite enfance selon qu'il s'agisse d'autorités publiques ou d'employeurs relevant de la commission paritaire 332 ; les premiers définissant unilatéralement les conditions pécuniaires applicables à leur personnel d'accueil sur la base de référentiels établis par les autorités régionales de tutelle, dans une circulaire du 19 avril 2013 relative à la revalorisation de certains barèmes pour l'autorité wallonne et, pour l'autorité bruxelloise, dans une circulaire du 15 octobre 2024 relative à la mise en œuvre du protocole d'accord sectoriel 2021/1 conclu au sein du Comité de négociation C – Comité des services publics locaux – sous-section Région de Bruxelles-Capitale, pour les années 2021 à 2025 ; les seconds appliquant les barèmes définis par une convention collective de travail du 11 juillet 2023 ; l'analyse comparée de ces circulaires et de cette convention collective de travail montrant que les conditions pécuniaires proposées par les autorités publiques sont plus avantageuses que celles proposées par les employeurs relevant de la commission paritaire 332, justifiant une intervention particulière en faveur des seconds dans un objectif d'harmonisation des conditions de travail dans le secteur de la petite enfance ;

Considérant que les services d'accueil spécialisés de la petite enfance visés à l'article 3, 4°, du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, lorsqu'ils ne sont pas organisés par des autorités publiques, relèvent d'une commission paritaire différente et sont soumis à des conditions de rémunération plus exigeantes, déjà prises en compte par le régime de subventionnement défini à l'article 35, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par " l'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance ;

Considérant, dans la même perspective d'harmonisation, l'absence de dispositions relatives au subventionnement d'embauches compensatoires permettant l'octroi d'une réduction du temps de travail au personnel en fin de carrière dans les autorités publiques organisant un milieu d'accueil de la petite enfance, de telles dispositions étant prévues pour les pouvoirs organisateurs relevant de la commission paritaire 332 aux articles 105, § 4, et 110, § 4, de l'arrêté du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Afin de permettre l'exécution de l'accord sectoriel du 18 décembre 2023 sur la revalorisation des conditions de travail des puéricultrices exerçant dans les milieux d'accueil de la petite enfance en Fédération Wallonie-Bruxelles, un subside complémentaire est octroyé à partir de 2024 aux pouvoirs organisateurs d'un milieu d'accueil de la petite enfance revalorisant la rémunération brute du personnel d'accueil :

1°) d'une crèche ou un service d'accueil d'enfants autorisé et ayant obtenu le droit au subside visé à l'article 88 ou à l'article 89 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes ;

2°) d'un milieu d'accueil autorisé et subventionné en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil devant encore se transformer dans le cadre de la réforme des milieux d'accueil ;

3°) d'un service d'accueil d'enfants malades à domicile agréé et subventionné en vertu de l'arrêté du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile.

Art. 2. Le subside complémentaire visé à l'article 1^{er} est octroyé aux conditions suivantes :

1°) l'augmentation de la rémunération brute est d'un montant supérieur ou égal à 985,92 euros annuels par équivalent temps plein et prend effet au 1^{er} janvier 2024 ;

2°) cette augmentation est décidée par la commission paritaire dont l'employeur relève avant le 31 mars 2024.

Art. 3. Le montant du subside complémentaire visé à l'article 1^{er} est de 735,33 euros par équivalent temps plein repris au cadastre de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et dont la rémunération est effectivement à la charge du pouvoir organisateur. Ce montant est rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 4. Dès 2024, l'Office de la Naissance et de l'Enfance affecte une enveloppe de financement à la mise en œuvre d'un mécanisme d'aménagements de fin de carrière s'adressant au personnel d'accueil des milieux d'accueil organisés par une autorité publique. Cette enveloppe est destinée à octroyer un subside complémentaire destiné à soutenir des embauches compensatoires aux pouvoirs organisateurs appliquant ce mécanisme, dans des conditions définies par le Gouvernement en concertation avec les représentants des travailleurs du secteur public, des autorités publiques concernées et de leur tutelle concernée au plus tard le 15 mai 2024. Un montant annuel de 1,2 million d'euros est affecté à cette fin.

Art. 5. A l'article 23, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes, il est inséré un 5/1^o libellé comme suit : " 5/1^o Bachelier en accueil et éducation du jeune enfant ».

Art. 6. L'article 102, § 2, du même arrêté est complété par les mots " et du personnel de direction ».

Art. 7. A l'article 111, alinéa 1^{er}, du même arrêté :

1^o) les mots " du personnel de direction et » sont ajoutés entre les mots " frais de déplacement » et " du personnel psycho-médico-social » ;

2^o) les mots " pour le personnel de direction et » sont ajoutés entre les mots " par mois » et " pour le personnel psycho-médico-social ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 9. Le Ministre qui a l'enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations Internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48766]

21 DECEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het sectoraal akkoord van 18 december 2023 betreffende de opwaardering van de arbeidsvoorwaarden van de kleuterverzorgsters van de opvangstructuren voor jonge kinderen van de Federatie Wallonië-Brussel

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort O.N.E., artikel 3;

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 tot versterking van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang voor jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, artikel 7, 2^o;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot vaststelling van een algemeen reglement voor de opvangstructuren die nog moeten worden omgevormd in het kader van de hervorming van opvangstructuren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van het reglement voor de thuisverzorging van zieke kinderen door opvangstructuren, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 tot vaststelling van het vergunnings- en subsidiestelsel voor kinderdagverblijven, kinderopvangdiensten en zelfstandige (co-)opvoeders, de artikelen 23, 102 en 111;

Gelet op de "gendertest" van 11 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 15 december 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 21 december 2023;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, lid 1;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende de noodzaak om snel de nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van het sectoraal akkoord van 18 december 2023 betreffende de opwaardering van de arbeidsvoorwaarden van de kleuterverzorgsters van de opvangstructuren voor jonge kinderen van de Federatie Wallonië-Brussel, om de toekenning mogelijk te maken van de bijkomende middelen die nodig zijn voor de opwaardering van de weddeschalen van de kinderverzorgsters die ingaat op 1 januari 2024 en die een snelle aanpassing van de subsidiëringsmodaliteiten van de kinderopvangstructuren vereist, om te vermijden dat de werkgevers tijdelijk de budgettaire last van de uitvoering van dit akkoord moeten dragen of de kosten moeten dragen van de verrichtingen om de wedde van hun personeel a posteriori te regulariseren;

Gelet op de toepassing van verschillende bezoldigingsvoorwaarden door de inrichtende machten van de kinderopvangstructuren, naargelang het gaat om overheidsinstanties of werkgevers, die allebei onder de paritaire commissie 332 ressorteren, waarbij de eerstgenoemde eenzijdig de bezoldigingsvoorwaarden bepalen die van toepassing zijn op hun personeel in de kinderopvang, op basis van de referentiestelsels die zijn vastgelegd door de gewestelijke toezichthoudende overheden, in een omzendbrief van 19 april 2013 betreffende de opwaardering van

bepaalde barema's voor de Waalse overheid en, voor de Brusselse overheid, in een omzendbrief van 15 oktober 2024 betreffende de uitvoering van het sectoraal protocolakkoord 2021/1, gesloten binnen het onderhandelingscomité C - Comité voor plaatselijke openbare diensten - onderafdeling Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de jaren 2021 tot 2025, en de laatste de barema's toepassen die zijn vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juli 2023; uit de vergelijkende analyse van deze omzendbrieven en deze collectieve arbeidsovereenkomst blijkt dat de door de openbare besturen voorgestelde financiële voorwaarden gunstiger zijn dan die van de werkgevers die onder paritaire commissie 332 vallen, wat een bijzondere tussenkomst ten gunste van deze laatste rechtvaardigt met het oog op de harmonisatie van de arbeidsvoorwaarden in de sector van de opvang van jonge kinderen;

Overwegende dat de gespecialiseerde opvangdiensten voor jonge kinderen bedoeld in artikel 3, 4^o, van het decreet van 21 februari 2019 tot versterking van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang voor jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, wanneer ze niet georganiseerd worden door de openbare besturen, onder een andere paritaire commissie vallen en onderworpen zijn aan strengere vergoedingsvoorwaarden, reeds in aanmerking genomen door de subsidieregeling bepaald in artikel 35, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende algemeen reglement en vaststelling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de kinderopvangstructuren georganiseerd door het "Office" en van de gespecialiseerde kinderopvang voor jonge kinderen;

Overwegende, in hetzelfde harmonisatieperspectief, dat er geen bepalingen bestaan betreffende de subsidiëring van compenserende aanwervingen die het mogelijk maken om een arbeidstijdvermindering toe te kennen aan personeelsleden aan het einde van hun loopbaan in openbare besturen die een opvangstructuur voor jonge kinderen organiseren, en dat dergelijke bepalingen voor de inrichtende machten die onder de paritaire commissie 332 vallen, zijn vastgesteld in de artikelen 105, § 4, en 110, § 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 tot vaststelling van het vergunnings- en subsidiestelsel voor kinderdagverblijven, kinderopvangdiensten en zelfstandige (co-)opvoeders;

Op de voordracht van de minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Met het oog op de uitvoering van het sectoraal akkoord van 18 december 2023 betreffende de opwaardering van de arbeidsvoorwaarden van de kleuterverzorgsters van de opvangstructuren voor jonge kinderen van de Federatie Wallonië-Brussel, wordt vanaf 2024 een aanvullende subsidie toegekend aan de inrichtende macht van een structuur voor kinderopvang die de bruto bezoldiging van het opvangpersoneel opwaardeert van:

1^o) een erkende crèche of kinderopvangdienst die recht heeft op de subsidie bedoeld in artikel 88 of artikel 89 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 tot vaststelling van het vergunnings- en subsidiestelsel voor kinderdagverblijven, kinderopvangdiensten en zelfstandige (co-)opvoeders;

2^o) een opvangstructuur die een vergunning geniet en gesubsidieerd wordt in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 tot vaststelling van een algemeen reglement voor de opvangstructuren die nog moeten worden omgevormd in het kader van de hervorming van opvangstructuren;

3^o) een dienst voor thuisopvang van zieke kinderen die is erkend en gesubsidieerd overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van het reglement voor de thuisverzorging van zieke kinderen door opvangstructuren.

Art. 2. De aanvullende subsidie bedoeld in artikel 1 wordt toegekend onder de volgende voorwaarden:

1^o) de verhoging van de bruto bezoldiging is hoger dan of gelijk aan 985,92 euro per jaar per voltijds equivalent en gaat in op 1 januari 2024;

2^o) deze verhoging vóór 31 maart 2024 wordt beslist door de paritaire commissie waaronder de werkgever ressorteert.

Art. 3. Het bedrag van de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 1 bedraagt 735,33 euro per voltijds equivalent dat is ingeschreven in het kadaster van O.N.E. en waarvan de bezoldiging effectief wordt betaald door de inrichtende macht. Dit bedrag is gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 4. Vanaf 2024 kent O.N.E. een financieringsenveloppe toe voor de invoering van een stelsel voor aanpassingen aan het einde van de loopbaan van de personeelsleden van de kinderopvang die in een door de overheid georganiseerde omgeving werken. Deze enveloppe is bedoeld om uiterlijk op 15 mei 2024 een aanvullende subsidie toe te kennen ter ondersteuning van de compenserende aanwerving aan de organiserende machten die dit mechanisme toepassen, onder de voorwaarden die de regering in overleg met de vertegenwoordigers van de werknemers uit de overheidssector, de betrokken overheidsinstanties en hun bevoegde controleorganen bepaalt. Daartoe wordt jaarlijks een bedrag van 1,2 miljoen euro uitgetrokken.

Art. 5. In artikel 23, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 tot vaststelling van het vergunnings- en subsidiestelsel voor kinderdagverblijven, kinderopvangdiensten en zelfstandige (co-)opvoeders wordt een 5/1^o ingevoegd, dat als volgt luidt: "5/1^o Bachelor in de opvang en de opvoeding van jonge kinderen".

Art. 6. De woorden "en directiepersoneel" worden toegevoegd aan artikel 102, § 2 van hetzelfde besluit.

Art. 7. In artikel 111, lid 1, van hetzelfde besluit:

1^o) worden de woorden " het directiepersoneel en" toegevoegd tussen de woorden "reiskosten" en "het psycho-medisch-sociaal personeel";

2^o) worden de woorden " het directiepersoneel en" toegevoegd tussen de woorden "per maand" en "het psycho-medico-sociaal personeel".

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 9. De minister bevoegd voor kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD